



## Intoxication et santé Subir ou agir ?

**Stéphane HOREL, journaliste indépendante,  
le 8 avril à Meillonnas**

Dans son livre *Intoxication*, Stéphane Horel explique comment les lobbies industriels agissent auprès de la Commission européenne pour retarder l'interdiction des perturbateurs endocriniens.

C'est l'histoire d'une lutte d'influence qui a un impact sur votre vie, votre petit déjeuner, les testicules de votre fils, le cerveau de votre nièce. En 2009, l'Europe a lancé un compte à rebours : elle a décidé de réglementer les perturbateurs endocriniens et même d'en interdire certains. Omniprésents, ces produits chimiques se nichent dans les pesticides ou les peintures, les tongs ou le shampoing, les lasagnes et... votre organisme.

Suspectés de participer à l'augmentation

des maladies " modernes " comme l'infertilité, les cancers du sein et de la prostate, le diabète ou l'obésité, ils font partie des plus grands défis de santé publique aujourd'hui. Mais les enjeux économiques sont colossaux et les industriels toujours aux aguets. À Bruxelles, leurs puissants lobbies s'activent dans les coulisses des institutions européennes pour influencer cette décision qui menace leurs affaires. Après trois ans d'enquête et le dépouillement de milliers de pages de documents confidentiels, Stéphane Horel lève le voile dans son livre « *Intoxication* ». Elle révèle les stratégies employées par les lobbies de la chimie, des pesticides et du plastique et leurs alliés pour court-circuiter la (suite p 2)

## Ambérieu Alternatives

L'association *Ambérieu Alternatives* innove en créant le *Forum des alternatives* les 8 et 9 octobre 2016 à l'Espace 1500 d'Ambérieu-en-Bugey.

L'objectif est de communiquer auprès du grand public sur la thématique des alternatives dont le monde d'aujourd'hui a grandement besoin. Une quarantaine de stands, des conférences et de nombreuses rencontres.

### Mieux connaître l'association

L'association a été créée début 2014 par Bruno Belin, Christine Fayard et David Libralesso. *Ambérieu Alternatives* est une association pour vivre et penser différemment. Elle invite à changer de regard et de paradigmes dans tous les domaines de la vie : alimentation, santé, art, construction, agriculture, etc. L'association réunit des professionnels et des particuliers qui cherchent à œuvrer pour le bien-être de chacun et proposent un mode de vie différent.

### Nos actions

Informier et rendre accessibles les alternatives de vie au plus grand nombre de personnes. Mutualiser les ressources : documentation, compétences, événementiel, etc. Partager et diffuser les savoirs et connaissances alternatifs et participer à l'éveil et l'éducation de chacun. Initier, soutenir, réaliser des projets alternatifs. Prospecter et veiller à l'apparition de nouvelles alternatives de vie.

Notre site internet propose un annuaire, un forum, un agenda et un blog. L'association propose aussi des conférences, des ateliers et des rencontres en partenariat avec l'ensemble des acteurs.

*Ambérieu Alternatives*

Pour en savoir plus :

<http://www.alternatives.re>

## Vous avez dit gaspillage ?

*Jonathan JANICHON, agriculteur à Sulignat réponds ici à notre article du mois dernier « Produire de la viande, un gigantesque gaspillage ».*

« Mon chiffre d'affaires représente une vingtaine d'emplois pour ma filière agricole, en ce qui me concerne, pour des coopératives. Ainsi, je peux dire qu'avec mon activité je suis un acteur local de mon territoire. Je participe à la vie citoyenne et sociale de mon pays, je paie les différents impôts et taxes locales pour plus de 9000€ ainsi que plus de 24000 € de charges sociales. Mais après (suite p 4)



### Le chiffre du mois

# 90 %

Pour les semences de légumes, cinq multinationales contrôlent 90 % des variétés autorisées à la vente. Un seul opérateur, le géant LIMAGRAIN, détient à lui seul, 61 % de ces variétés. Pour les espèces de grande culture et fourragères, 10 entreprises contrôlent 74 % du marché français.

D'après la lettre de Kokopelli :  
<https://kokopelli-semences.fr/?lang=fr-fr>

Plus près de chez nous, nous pouvons consulter le réseau Solimence  
[solimence.atcmr@orange.fr](mailto:solimence.atcmr@orange.fr)

## Elles aussi, « Elles » osent le dire

Dans le Progrès du samedi 19 mars 2016, page 9, nous voyons l'ex-ministre **Aurélié Filippetti** avouer : « *Je suis catastrophée par ce quinquennat* ». Or, en août 2014, **Delphine Batho**, dans son livre *Insoumise*, commence ainsi : « *Je dédie ce livre à toutes celles et ceux, qui, comme moi, ont un jour été écartés, limogés, licenciés, virés... A peine avais-je remis le manuscrit de ce livre à mon éditeur le 18 août 2014 que, le 25 août, le premier gouvernement de Manuel Valls démissionnait et trois ministres, Arnaud Montebourg, Benoît Hamon et Aurélié Filippetti, étaient évincés des responsabilités ministérielles. Cette nouvelle crise gouvernementale illustre (...) cet ouvrage (...). La situation de la France paraît de plus en plus intenable (...). Je n'imaginais pas une telle déconvenue. Tout est allé si vite de mal en pis... Ce récit, étape par étape, [témoigne] de la façon dont l'influence des milieux financiers et industriels s'est installée au cœur du pouvoir.* »

Dernièrement, ce fut le tour de **Fleur Pellerin**, virée également sans être seulement prévenue ! Elle fut remplacée par **Audrey Azoulay**. « *Cette nomination devrait rassurer les milieux artistiques qui réclamaient depuis quelque temps l'éviction de Fleur Pellerin. Il faut dire (aussi !) qu'Audrey Azoulay est également très proche de Julie Gayet* » (le Progrès - 12 février 2016, p.3).

### Trois jeunes courageuses de 43 ans

Pour respecter l'ordre chronologique, nous souhaitons revenir sur le livre *Insoumise* de **D. Batho** (Grasset-2014). Concernant son combat contre les forages d'hydrocarbures (gaz de schiste), elle arrive à convaincre le gouvernement (François Hollande, mais pas A. Montebourg et J-M. Ayrault) : « (...) *Arnaud n'est pas écolo, il ne perdra plus de temps à essayer de me convaincre des bienfaits du gaz de schiste. Quant à moi, j'épluche tous les rapports sur le sujet, je fais remonter toutes les notes des services, j'examine chacun des aspects : techniques de forage, impact environnemental, liste des produits chimiques utilisés, évaluation économique, le tout sans a priori (...). Je comprends que la bataille ne fait que commencer, que le gouvernement va être soumis à une pression considérable et, qu'évidemment, le contexte de crise économique va être instrumentalisé (...). Je vais alors mener une intense campagne de persuasion, d'abord pour remporter l'accord de l'essentiel de l'entourage du Président et du Président lui-même. J'égrène tous les arguments sur les dégâts irréversibles pour l'environnement et les risques pour la santé (...). C'est mon argumentation politique qui, assurément, a emporté le morceau : il n'y a pas de majorité parlementaire pour revenir sur l'interdiction du gaz de schiste en*

(suite de la 1<sup>re</sup> page) réglementation. Ces documents permettent une incroyable plongée dans l'intimité de la correspondance entre lobbyistes et fonctionnaires de la Commission européenne. En direct de la " bulle bruxelloise " où la complaisance à l'égard de l'industrie semble la norme, cette enquête en forme de thriller raconte aussi le combat de ceux qui résistent à l'influence pour défendre une certaine idée de l'intérêt général et de la démocratie.

Jean-Luc MAURIER

Grâce à la ténacité de l'association Vigilance Information Santé, Stéphane Horel a accepté de venir pour une **conférence-débat vendredi 8 avril 2016 à 20 h à Meillonas**. Ouverture des portes à 19 h pour l'exposition sur les perturbateurs endocriniens. Dédicace avant et après la conférence. (NDLR)

France. La loi de juillet 2011 interdisant la fracturation hydraulique a été votée sous un gouvernement de droite. Comment imaginer qu'un gouvernement de gauche puisse revenir dessus. Alors dans l'opposition, n'avions-nous pas défendu une proposition de loi allant encore plus loin, dont le premier signataire était J-M. Ayrault, et le second A. Montebourg ? Allions-nous faire moins bien que Nicolas Sarkozy en matière d'écologie ? J'ai convaincu le Président, je lui ai proposé d'assumer une position claire et nette, il le fait (...). Pour concrétiser cette clarification, le Président annonce, comme je le lui ai suggéré : « *C'est pourquoi j'ai demandé à D. Batho, Ministre de l'Écologie, de prononcer sans attendre davantage, le rejet des sept demandes de permis déposées auprès de l'État et qui ont légitimement suscité l'inquiétude dans plusieurs régions de France* ». Il ajoute : « *S'agissant de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels, telle sera ma position durant tout le quinquennat.* ». VICTOIRE ! C'est l'arbitrage politique le plus important que j'aie emporté. Le lendemain, J-M. Ayrault en prend acte avec élégance, en nous disant que ce n'était pas sa position, mais que le Président a tranché. La porte est clairement fermée. Je crois que c'est la fin du match, mais en fait, c'est juste la fin de la première manche. »

La conclusion revient à **A. Filippetti** qui dit tout haut et très bien ce que de plus en plus de Français(es) ressentent, en répondant à Xavier Brouet (Le Progrès- 19/03 - p 9) :

« (...) *Je suis catastrophée, extrêmement déçue, et je dois dire que ces trois derniers mois, la déchéance de nationalité et la loi Travail ont constitué un summum. Non seulement il n'y a aucune inflexion dans la politique menée, mais au contraire, le durcissement d'une ligne opposée à la mienne et qui n'est surtout pas celle de la majorité des Français ayant voté pour François Hollande. Il en résulte une crise de confiance très grave. C'est aussi la fin d'un système très centralisé dans lequel le président concentre tous les pouvoirs.* »

Notre conclusion : si l'on y rajoute les « cas » de Jérôme Cahuzac et de Thomas Thévenoud, sans oublier les migrants et les attentats, nous pouvons chanter tous ensemble :

« *Tout va très bien Madame la Marquise, tout va très bien, tout va très bien !* »



## Jérusalem, en Palestine

# Violence coloniale et résistance culturelle

Cela fait six fois que je me rends en Palestine ces dernières années. J'avais découvert les colonies dans l'espace géographique, le mur dit de sécurité long de 700 km qui sépare les Palestiniens des Israéliens, mais aussi les Palestiniens, leur travail et leur famille parfois, la présence militaire massive, les check points, les destructions de maisons....

Mais ce que j'ai vu et ressenti cette fois-ci lors de ce séjour début novembre est des plus violents et effrayants.

## Peur à Jérusalem-Est

Ce qui m'a frappée dans un premier temps, ce sont les ruelles de la vieille ville de Jérusalem, complètement vides, comme inanimées, non par l'absence de touristes, mais vidées de leurs habitants, avec de nombreux petits commerces fermés. Nous pouvions lire la peur et la méfiance sur les visages des personnes qui osaient sortir. Plus de 50 nouveaux check points, les troupes militaires, surarmées, prêtes à tirer dès le moindre geste, étaient présentes à tous les coins de rues. Les check points installés récemment pour bloquer les villes et quartiers comme Silwan, Ras al Amoud... empêchant les étudiants et leurs parents de se rendre à l'école et provoquant des heurts allant jusqu'à la mort de ces derniers. J'ai entendu des mères palestiniennes me dire qu'elles n'avaient jamais eu aussi peur qu'en ce moment, toutes les minutes, toutes les secondes du jour et de la nuit ; elles vivent dans l'angoisse de perdre un fils, une fille sur le chemin de l'école ou même en classe, voire pire encore : dans leur maison. J'ai entrevu la terreur et le désarroi dans leurs yeux. Il ne se passe pas une journée sans qu'une jeune Palestinienne ou qu'un jeune Palestinien ne soit assassiné, des filles, des garçons, des enfants, des adolescents. Une dame de 72 ans a été assassinée dans une station-service. La chasse est

ouverte et cette chasse ne connaît aucune réglementation.

L'armée n'hésite pas à tout dévaster, en classe, à l'hôpital, sur le trottoir, aux check points... partout... Le danger est dans chaque lieu. Le scénario est inlassablement le même : abatte de sang-froid, tuer à bout portant, sans sommation, sans vérification et ensuite arrive la destruction de la maison familiale comme une punition. Et comment cela est-il justifié ? « Combattre le terroriste ». Les salles de classes sont désertées pour la sécurité des élèves, mais également pour rendre hommage à ces jeunes filles et garçons qui demandent simplement à vivre comme tous les autres jeunes de leur âge.

Plus de 80 Palestiniens et Palestiniennes ont été tués en un mois, et plus de 2000 blessés par balles, la plupart fauchés avant d'atteindre leur 18e anniversaire. Ils sont nés sous l'occupation, l'oppression, et le déni de leurs droits tout comme leurs parents et grands-parents. La génération suivante connaîtra-t-elle la même tragédie ? Vivront-ils libres un jour, comme les autres peuples du monde ?

L'actualité passe sous silence les cris de ce peuple, il nous appartient de les relayer haut et fort.

## Au Centre Madaa à Silwan

Au cours de ce séjour, je me suis particulièrement investie au Centre Madaa, situé dans un quartier de Jérusalem Est en contrebas de la Mosquée Al Aqsa.

Le centre Madaa, créé par Jawad Siyam en 2007, est un lieu de rencontre pour les enfants et les ados et aussi pour les femmes. Un lieu où ils peuvent bénéficier des 35 activités proposées, une salle d'informatique, une salle de lecture, un studio d'enregistrement pour le groupe Dandara, une salle multi-activités (danse dabké, jeux, broderie pour les femmes, aikido...).

Ce centre est une aire d'oxygénation pour les jeunes de Silwan ; ils sont environ 500 enfants à s'y rendre régulièrement. Il n'y a aucune autre structure pour les jeunes de Silwan.

Il est impressionnant d'observer l'attitude de ces jeunes quand ils sont concentrés sur une activité, nous pouvons ressentir la sérénité, le calme alors que l'instant d'avant, ces jeunes étaient à l'extérieur où l'ambiance est particulièrement tendue par la présence militaire massive, surtout en ce moment.

Les structures du centre sont vétustes, l'hiver dernier, le toit du studio et de la salle multi-activités a été fortement endommagé par des chutes de neige. Le studio a été fermé pour des raisons de sécurité.

Il faudrait une somme importante pour que des travaux puis-

sent se réaliser, diverses associations sont en train d'y réfléchir.

J'ai vraiment été touchée par ces enfants, filles et garçons quand je leur ai remis les quelques jeux que j'ai pu acheter grâce à une collecte auprès de mes amis. Des puzzles, des jeux d'adresses, des crayons de couleurs.

Avec l'accord de Jawad Silwan, j'ai pu pratiquer quelques soins énergétiques auprès de femmes de Silwan, cela a été un grand moment de partage, je les remercie pour la confiance qu'elles m'ont témoignée en se livrant ainsi.

Le centre favorise beaucoup les activités psycho-corporelles comme le théâtre, l'art-thérapie afin que cette jeunesse puisse exprimer ses émotions.

J'espère que le centre Madaa pourra encore survivre à la pression des colons israéliens qui s'installent de plus en plus nombreux à Silwan.

Ce centre ne bénéficie d'aucune aide de la municipalité de Jérusalem, ils fonctionnent avec des dons extérieurs (Norvège, Allemagne, Grande Bretagne).

Il pourrait être intéressant d'envisager un partenariat de Madaa avec la France *via* une association ou une commune.

Nadine Fontvieille

Militante à l'Association France Palestine SOLidarité  
Avec l'aimable autorisation de l'AFPSO1

## Ébullitions recrute

Notre journal recherche son maquettiste. En effet, Armand Darmet, un des fondateurs d'ébullitions en 2003 met en page le journal depuis cette date. Il a été relayé pendant cinq ans par Pascal Marinelli. Mais celui-ci ayant dû arrêter pour des raisons professionnelles, Armand a repris du service et à 77 ans, il souhaiterait passer la main. Aussi le comité de rédaction recherche un-e bénévole sachant manipuler un logiciel de PAO du style QuarkXPress, Publisher, Scribus ou autre. Il est souhaitable que ce-tte nouvelle bénévole participe au comité de rédaction (1h ½ par mois à Bourg-en-Bresse), mais le travail de mise en page peut se faire à son domicile. Les propositions de temps bénévoles sont à faire à [ebullitions01@gmail.com](mailto:ebullitions01@gmail.com).

(suite de la 1<sup>re</sup> page)

déduction de mes charges, mon revenu ne me permet plus de faire vivre ma famille.

Aujourd'hui, la viande se vend ! Mais le système de répartition de ma marge se situe au niveau de la filière qui ne me laisse plus de moyens. Le kilo de carcasse se vend 3,30 € contre 3,80 € avant la crise, et ceci au dépend de l'agriculteur. Pour le consommateur, le coût de la viande n'a pas baissé ! Pour ma part, 50 centimes de plus sur ma production représentent mon salaire, ainsi que le salaire d'un-e associé-e que j'essaie désespérément de trouver depuis le décès de mon père (50 centimes x 400 kg X 200 animaux). Vous le constatez, 50 centimes permettraient sans soucis de me nourrir ainsi qu'une autre famille.

Sur mes 190 hectares, vous proposez d'installer des éleveurs bio : à ce jour, malgré mon inscription sur le répertoire de recherche à l'installation, aucun agriculteur bio ne m'a fait de proposition. D'autre part, au vue de l'importance de la liste des exploitations en recherche inscrites sur ce répertoire, tout agriculteur avec un projet bio a la possibilité de se manifester, d'autant que, je vous le rappelle, dans les proches années à venir un agriculteur sur deux sera en retraite et de nombreuses surfaces vont être disponibles. Il peut donc y avoir une vague d'agriculteurs bio souhaitant s'installer, il y a de la place pour tous, et ceci sans déstructurer les exploitations en place assurant le maintien de l'élevage qui a

## Ciné-ma différence

Film **En Équilibre** en sortie nationale. La prochaine séance de Ciné-ma différence aura lieu le samedi 16 avril 2016 à 14 heures au cinéma La Grenette de Bourg en Bresse avec « En Equilibre » de Denis Dercourt avec Albert Dupontel, Cécile de France, Marie Bäumer (1h30 - sortie 15 avril 2016).

Une belle occasion de rencontre entre personnes valides et handicapées. La culture pour tous, c'est Ciné-ma différence !

### La phrase du mois

**L'ignorant affirme,  
le savant doute,  
le sage réfléchit.**

**Aristote**

façonné les paysages de notre territoire.

Concernant mes techniques de production : mes vaches allaitantes vivent sur des prairies sans pesticides. Pour mes jeunes bovins d'engraissement, j'ai intégré la production de trente-deux hectares d'herbe (Ray Grass d'Italie). Cette herbe est un dérobé pour couvrir des sols d'hiver afin d'absorber les résidus d'azote, celle-ci est produite sans pesticides.

Vous dites « gaspillage de céréales » ! Comme vous le savez, les ruminants, contrairement à nous, digèrent la cellulose. La ration que je leur donne est composée : d'herbe, de maïs d'ensilage (75% de cellulose), de tourteaux de colza. Ces aliments ne sont pas digestibles par l'homme et ne peuvent donc pas être consommés, de plus ce sont des produits NON OGM. Toutes ces évolutions techniques qui respectent mieux l'environnement ont été mises en place sans subvention, contrairement à la filière biologique. Les techniques changent, laissons-leur le temps d'évoluer. La filière bio est utile, c'est une opportunité, mais ce n'est pas l'unique solution. CHARLES, il est temps d'évoluer, arrêtons d'opposer agriculture traditionnelle, biologique, conventionnelle.

Mon souhait est simple et légitime, comme pour tout citoyen de notre pays, je veux la reconnaissance de mon travail par une rétribution correcte avec la juste répartition du revenu de ma production.

*Jonathan JANICHON*

## TAFTA, lettre ouverte à Matthias FEKL, secrétaire d'État

*CETA, TAFTA, vous connaissez ? Des traités transatlantiques entre le Canada, les États Unis et l'Union Européenne qui risquent d'engager dangereusement notre avenir en libéralisant à outrance les échanges commerciaux. Un collectif d'association, de partis politiques, de syndicats et de citoyens se mobilisent pour alerter les médias (carte blanche dans Voix de l'Ain du 4 décembre 2015, notre édition N° 129 du même mois), lettre aux parlementaires, et aujourd'hui, lettre ouverte à Matthias Fekl, secrétaire d'État. Tafta, un déni de démocratie dénoncé par plus de trois millions de signataires de L'Initiative Citoyenne Européenne). Page suivante.*



## De bonnes tuiles

Jean Louis Gayet de Montcet dans l'Ain conduit un chantier participatif et pour cela recherche des participants pour cet été. En attendant, il se sépare d'un lot de tuiles romaines en bon état. Il est prêt à les céder à qui viendra l'aider à la manutention. Contact : 06 72 75 13 32.

### ébullitions - journal mensuel

n°132 - mars 2016

• Prix au n° : 1,5 € • Abonnement un an, 10 n° : 15 €

• Six mois : 7,50 €

(chèques libellés au nom de : Association ébullitions)

Adresse : Maison de la Vie Associative,

2 boulevard Irène Joliot-Curie, CS 70270

01006 BOURG-en-BRESSE, CEDEX.

Contact et envoi des textes : 06 63 30 81 01 [ebullitions01@gmail.com](mailto:ebullitions01@gmail.com)

Né au sein du Forum départemental des listes citoyennes, le collectif de réalisation et d'animation créé avec Jean-Pierre COTTON est composé actuellement de Laurent HERVIEU, Guy MAULANDI, Patrick PERRET, Jean Luc MAURIER, Vanessa HÉRAULT, Charles VIEUDRIN, Armand DARMET.



## Collectif STOP TAFTA de Bourg-en-Bresse

## Lettre ouverte

Lettre ouverte à Monsieur Matthias Fekl,  
Secrétaire d'État chargé du commerce extérieur,  
de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger  
37, quai d'Orsay. 75351 Paris Cedex 07

Bourg-en-Bresse, le 13 mars 2016

Monsieur le Ministre,

Le 12<sup>e</sup> cycle des négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement s'est déroulé du 18 au 25 février dernier. Or ce Traité transatlantique (TAFTA/TTIP entre les USA et l'UE) suscite de nombreuses inquiétudes dont les échos ont déjà dû vous parvenir.

Nous prenons aujourd'hui le relais pour lancer un cri d'alarme de la base que nous pensons représenter dans le bassin de Bourg-en-Bresse. Les traités transatlantiques sont des projets occultes aux yeux des citoyens. Localement, nous avons beaucoup de mal à intéresser nos compatriotes, à commencer par nos élus. Nous avons ainsi rencontré des sénateurs, des responsables politiques, des élus locaux. Nous apparaissions un peu comme des extra-terrestres avec ces sujets qui sont à mille lieues des préoccupations quotidiennes des citoyens mais aussi de nombre de nos élus locaux.

Ces traités sont construits dans une omerta institutionnellement organisée et très soigneusement entretenue. La simple consultation des textes en préparation ne peut se faire que moyennant un parcours du combattant de nature à décourager les plus téméraires parmi nos parlementaires. Il est également intolérable que les représentants des institutions européennes, commission en tête, participent à cette omerta, peut-être pour sauver leur place. Et pourtant, comme vous le dites, « les citoyens ont le droit de savoir ». Comment, à votre avis, changer le cours des choses dans ce domaine ?

Pour gagner du temps, la négociation des pays membres a été confiée à la Commission européenne dans un mandat qui n'a été publié qu'un an après sa signature. Ces derniers mois, suite à de prétendues fuites sur les négociations, les règles d'accès au texte du traité ont été aggravées. La libéralisation du commerce (tel est l'objectif affiché du traité) fait fi de la démocratie et renforce la perception de son déni que ressentent les citoyens. Laissez-vous le fossé entre les responsables politiques et le peuple se creuser davantage ?

Chez nous, TAFTA c'est le risque de voir les efforts de nos producteurs de volailles de Bresse compromis et bafoués par les poulets américains aseptisés au chlore, les règles de production de nos Appellations d'Origine (AOC et AOP, Comté, Vins,...) assimilées à des entraves à la libre concurrence.

Sur la base de nos alertes, notre sénateur Rachel Mazuir a posé une question au Sénat au sujet de la remise en cause des prérogatives des collectivités territoriales. En effet, certains articles du mandat de négociation de la Commission européenne (Art. 4, 23, 24, 27 et 45 notamment) font état de cette soumission des réglementations nationales, régionales, départementales et communales au futur traité. Le Ministère des Affaires étrangères a répondu à notre sénateur que les États devaient en fin de course ratifier la signature du traité. Renvoyer la question à une échéance située à son terme dont nous ignorons la date est très inquiétant : n'est-ce pas votre avis ?

Concernant l'exploitation des gaz de schiste et autres hydrocarbures non conventionnels, nous bénéficions actuellement de la non reconduction du permis des Moussières décidée par le gouvernement. Ce permis touche nos belles montagnes du Jura et leur relief karstique. Qu'est-ce qui nous garantit, qu'une fois TAFTA/TTIP signé, nos partenaires américains ne parviennent pas à analyser ce refus du recours à la fracturation hydraulique comme une entrave au libre commerce et ainsi puissent attaquer la France auprès des tribunaux privés prévus par le traité ?

Le dispositif de règlement des différends est actuellement en discussion après l'émoi provoqué par la connaissance de leur fonctionnement envisagé. Les négociateurs tentent de trouver des concessions qui puissent faire taire les dissensions ce qui est très loin d'être le cas.

Vous n'êtes pas sans savoir que l'Initiative citoyenne européenne (ICE) lancée en octobre 2014 a réuni 3.284.289 signataires (360.227 en France). Comment comptez-vous mettre un peu plus de démocratie et de clarté dans les négociations sur ce traité si toutefois vous en avez la possibilité ?

Le CETA, l'accord entre le Canada et l'UE, est désormais consultable : 1598 pages en anglais. Des éléments de libéralisation du commerce s'y trouvent : par exemple, cela risque fort d'affaiblir encore plus les éleveurs français ou d'ouvrir des opportunités commerciales pour le pétrole des sables bitumineux de l'Alberta en contradiction totale avec les Accords de Paris de la COP 21. Comment pensez-vous engager le débat parlementaire sur le CETA tout en évoquant celui à venir sur le TAFTA ?

Nous espérons vous compter parmi les ardents défenseurs de la démocratie, de la transparence et de la protection des citoyens français sur tous les plans évoqués.

Dans l'attente de vos réponses, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en notre vigilante détermination.

Pour le Collectif Stop TAFTA de Bourg-en-Bresse,

*Jean Maupoint, Attac Bourg-en-Bresse, Charles Vieudrin, Ensemble,  
Bernard Mercier et Jean-Luc Maurier, Vigilance Information Santé*

*Copie pour information à : M. le Président de la République, M. le Premier Ministre, Mme la Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, et du Développement Durable et les Parlementaires de l'Ain.*

# EnR pour **Énergies Renouvelables**

Ségolène Royal était toute fière d'annoncer que le photovoltaïque avait progressé de 17 % en 2015 et que l'énergie verte avait le vent en poupe (oui, je sais, c'est facile !). Mais la réalité est toute différente. Analyse.

En 2008, la France s'est engagée à produire en 2020, 23 % de son énergie finale avec des EnR. Elle n'en est qu'à 14 % et tous les experts s'accordent à dire que l'objectif ne pourra pas être tenu. Sur les 28 pays de l'Union européenne, la France est au 16<sup>e</sup> rang. Elle a reculé de trois cases depuis 2010 et l'Italie et la Grèce sont devant nous. La moyenne européenne est à 15%, la Lettonie et la Finlande à 37 % et la Suède à 52 %.

## **La faute aux écolos**

S'il est vrai que le photovoltaïque a progressé de 17 % en un an, l'éolien est à la traîne, qu'il soit terrestre ou marin. Tous les projets d'éolien terrestre sont barrés par les écolos. Quant à l'éolien en mer, le retard incombe au gouvernement qui n'en est qu'au lancement des appels à projet. Pour les hydroliennes (turbines immergées), ce sont les

industriels qui sont en rade. Reste l'exploitation énergétique de la biomasse. C'est la transformation en gaz, électricité et chaleur des végétaux, produits de l'industrie agroalimentaire et déjections animales. L'outil, c'est la méthanisation, qu'elle soit à la ferme, territoriale ou industrielle. Alors que les ressources sont importantes et les projets nombreux, la production est encore faible. Au passage, signalons qu'en France, on a abandonné l'idée de produire spécialement des cultures pour en faire du gaz ou de l'électricité, ce qu'on appelle, les agro-carburants. On ne méthanise que des déchets.

Il faudra sans doute une bonne dose de courage politique et de barrage aux lobbies pétroliers pour que le nouvel objectif pour les EnR de 32 % de l'énergie totale et de 40 % de notre mix électrique soit atteint.

**Idées fausses sur nos voisins allemands**  
Vous l'avez entendu comme moi. L'Allemagne a décidé en 2011 d'abandonner le nucléaire, mais elle a rallumé ses centrales à charbon.

Eh bien, l'Allemagne a réduit ses émissions de gaz à effet de serre (GES) en 2014 :

902 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> en 2014 contre 945 en 2013. Mais ce n'est pas pour autant que l'objectif de diminuer de 40 % les émissions de GES entre 1990 et 2020 est réalisable. Les secteurs de l'agriculture et des transports ont augmenté leurs émissions. Les grosses berlines allemandes ont du mal à passer à l'électrique. Malgré cela, les EnR ont représenté, en 2015 en Allemagne, 32,5 % du mix électrique contre 14 % en France. Pas de quoi pavoiser. L'éolien terrestre a bondi de 50 % entre 2014 et 2015. Mais l'effort devra encore être important pour que l'Allemagne se libère de ses 42 % d'électricité en provenance de la combustion du lignite et de la houille.

Charles VIEUDRIN  
D'après un article du Monde du 6 février 2016

## **Mix électrique français**

La plupart des énergies renouvelables – éolien et photovoltaïque en totalité, biomasse en partie – contribuent à produire de l'électricité. Aussi est-il intéressant d'analyser notre mix électrique plutôt que notre mix énergétique (toutes énergies confondues)

(Source RTE, Bilan 2014, p.17).

Nucléaire : 77 %  
Hydraulique : 12.6 %  
Thermique à combustibles fossiles : 5.0 %  
(charbon : 1.5 %, fioul : 0.8 %, gaz : 2.7 %)  
Eolien : 3.1 %  
Biomasse : 1.2 %  
Photovoltaïque : 1.1%

Nous voyons, que contrairement à ce que veut nous faire croire Ségolène Royal, nous sommes des nains en matière d'énergies renouvelables.

## **Deux poids, deux mesures**

En recevant le communiqué de la ville de Bourg en Bresse en soutien au peuple tibétain, j'ai eu l'idée de rédiger une parodie de communiqué en remplaçant « tibétain » par « palestinien ».

## **Solidarité avec le peuple tibétain**

Ce 10 mars 2016, sera commémoré le soulèvement des tibétains à Lhassa contre l'occupation des troupes chinoises. Ce soulèvement, réprimé par la force et dans le sang, le 10 mars 1959, a causé la mort de 87 000 personnes et l'exil de 80 000 tibétains. Depuis, le 10 mars est le symbole du peuple tibétain pour sa liberté et son droit d'existence. Afin de préserver cette date, d'honorer le souvenir des victimes et d'affirmer soutien et solidarité au peuple tibétain et à son action non violente dans la recherche d'une solution par le dialogue, la Ville de Bourg-en-Bresse fera flotter le drapeau tibétain jeudi 10 mars sur le fronton de l'Hôtel de Ville, comme de nombreuses communes dans l'Ain et en France.

## **Solidarité avec le peuple palestinien**

(ceci est une parodie)

Le 15 mai 2016, sera commémoré la révolte des palestiniens face à la proclamation unilatérale de l'indépendance de l'Etat d'Israël et l'occupation de la Palestine. Cette guerre gagnée par Israël, a causé la mort de nombreuses personnes et l'exil de 750 000 réfugiés palestiniens. Depuis, le 15 mai est le symbole du peuple palestinien pour sa liberté et son droit d'existence. Afin de préserver cette date, d'honorer le souvenir des victimes et d'affirmer soutien et solidarité au peuple palestinien et à son action non violente dans la recherche d'une solution par le dialogue, la Ville de Bourg-en-Bresse devrait faire flotter le drapeau palestinien le 15 mai sur le fronton de l'Hôtel de Ville, comme elle l'a fait en faveur du peuple tibétain le 10 mars dernier.

## **Colibris 01 Bresse et Revermont « Faire sa part »**

La prochaine réunion publique du groupe Colibris 01 Bresse Revermont, la septième en sept mois, aura lieu le lundi 18 avril 2016, de 18 h 45 à 21 heures à l'Ancienne Maison des Syndicats, 2, Bd Irène Joliot Curie à Bourg. Participation aux frais pour la location de la salle. Buffet partagé (chacun apporte ce qu'il veut).

Contact :

colibris01bresserevermont@hotmail.com

Et sur facebook